

69 (1956) Nr. 1

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1978 Nr. 74

---

---

A. TITEL

*Statuut van het Vestigingsfonds van de Raad van Europa, met bijlage;  
Straatsburg, 16 april 1956*

B. TEKST**Statut du Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe**

## Article Ier

*Constitution du Fonds*

Il est institué un Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe (ci-après dénommé le «Fonds»).

Le Fonds est rattaché au Conseil de l'Europe et soumis comme tel à sa haute autorité.

## Article II

*Objectif*

Le Fonds a pour objectif d'aider à résoudre les problèmes que l'existence d'excédents de population, y compris des réfugiés nationaux, pose ou peut poser aux pays européens par le financement, au moyen de prêts ou de garanties de prêts:

(a) de programmes d'intégration, agréés par un Membre du Fonds, conformément à l'article VI du présent statut, visant à créer de nouvelles possibilités d'emploi en faveur de ces personnes;

(b) de programmes de rétablissement, agréés par un Membre du Fonds, prévoyant l'octroi de prêts ou le règlement de dépenses en faveur de personnes résidant en Europe, désirant se rétablir dans un autre pays en Europe ou dans un pays hors d'Europe et s'engageant à rembourser le montant de ces prêts ou dépense à concurrence des sommes avancées par le Fonds.

## Article III

*Affiliation*

Les gouvernements membres du Conseil de l'Europe peuvent devenir Membres du Fonds conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 (a) (i). D'autres gouvernements admis à adhérer au Fonds peuvent en devenir Membres, dans des conditions spéciales que le Fonds peut édicter pour chaque cas, conformément aux dispositions de l'article IV, section 2 (a) (ii).

## Article IV

*Obligations des membres*

## Section 1. - Titres de participation

Le Fonds émet des titres de participation, libellés en une devise de compte, auxquels souscrivent les Membres. Chaque titre a la même

## Articles of Agreement of the Council of Europe Resettlement Fund

### Article I

#### *Establishment of the Fund*

A Council of Europe Resettlement Fund (hereinafter called "the Fund") shall be established.

The Fund shall be attached to the Council of Europe and administered under its supreme authority.

### Article II

#### *Purpose*

The purpose of the Fund is to help in solving the problems with which European countries are or may be faced as a result of the presence of surplus elements of population, including national refugees, by providing or guaranteeing loans to finance:

(a) absorption programmes approved by a Member of the Fund in accordance with Article VI of the present Articles of Agreement, designed to create new opportunities of employment for such persons;

(b) resettlement programmes approved by a Member of the Fund providing for loans to or expenditure for the benefit of persons residing in Europe who seek resettlement in a European or extra-European country and who shall undertake to repay the amount of such loans or expenditure insofar as they are financed by the Fund.

### Article III

#### *Membership*

Member Governments of the Council of Europe may become members of the Fund in accordance with the provisions of Article IV, Section 2 (a) (i). Other Governments admitted to membership by the Fund may become members of the Fund upon such special conditions as the Fund may prescribe in each case, in accordance with the provisions of Article IV, Section 2 (a) (ii).

### Article IV

#### *Obligations of members*

##### Section 1. – Participating Certificates

The Fund shall issue for subscription by its members participating certificates, expressed in terms of a single currency by way of common

valeur nominale. Les Membres se libèrent de leur souscription par des versements dans leur monnaie nationale au taux de change officiel en vigueur à la date de la souscription.

### Section 2. – Souscriptions

(a) Chaque Membre souscrit un nombre de titres de participation :

- (i) Le nombre des titres de participation mis à la disposition de chacun des Etats membres du Conseil de l'Europe est fixé au tableau annexé au présent statut. Chacun de ces Membres du Fonds souscrit autant de titres de participation qu'il le désire sans toutefois que sa souscription initiale puisse être inférieure au quart du nombre des titres qui lui sont réservés.
- (ii) Le nombre des titres de participation des autres Membres adhérant au Fonds sera fixé en accord avec le Comité de direction du Fonds, conformément à l'article IX, paragraphe (e) du présent statut.

(b) Chaque Membre verse aussitôt après son affiliation au moins vingt-cinq pour cent (25 %) du prix de souscription du nombre minimum de titres de participation auxquels il souscrit; le solde sera versé conformément à l'article IX, paragraphe (c).

### Section 3. – Maintien de la valeur des souscriptions

Si le pair de la monnaie d'un Etat membre est abaissé ou si le taux de change de la monnaie de l'Etat membre s'est déprécié dans une mesure importante, celui-ci versera au Fonds, dans un délai raisonnable, une somme supplémentaire de sa propre monnaie, suffisante pour maintenir à la même valeur qu'à l'époque de la souscription le montant souscrit par lui en titres de participation au Fonds.

### Section 4. – Limite des obligations

Aucun membre ne se trouve engagé envers des tiers par une obligation assumée par le Fonds.

## Article V

### *Concours financiers et opérations d'emprunt*

En vue d'utilisations conformes à ses objectifs, le Fonds peut accepter des concours financiers. Il peut également emprunter des fonds.

Le Fonds est habilité à recevoir des versements destinés à des buts déterminés conformes aux objectifs du Fonds.

## Article VI

### *Dispositions générales relatives aux prêts et aux garanties*

### Section 1. – Types de prêts

Le Fonds consent des prêts sous l'une des formes suivantes:

denominator. Members shall pay their subscriptions in their national currency, at the official rate of exchange in effect at the time of subscription.

## Section 2. – Subscriptions

(a) Each Member shall subscribe a certain number of participating certificates:

- (i) The number of participating certificates placed at the disposal of each Member State of the Council of Europe is fixed in accordance with the table appended to the present Articles of Agreement. Each member of the Fund shall subscribe as many participating certificates as it wishes, but shall not initially take up less than one quarter of such certificates placed at its disposal.
- (ii) The number of participating certificates to be allocated to other Members shall be fixed by agreement with the Governing Body of the Fund in accordance with Article IX para. (e) of the present Articles of Agreement.

(b) Each member shall pay in at least twenty-five per cent (25 %) of the subscription price of the participating certificates subscribed by it promptly upon becoming a member; and the balance shall be paid in accordance with Article IX, para. (c).

## Section 3. – Maintenance of Value of Subscriptions

Whenever the par value of a member's currency is reduced or the foreign exchange value of such currency has depreciated to a significant extent, the Member shall pay to the Fund within a reasonable time an additional amount of its own currency sufficient to maintain the value, as of the time of subscription, of the subscription by the member of participating certificates of the Fund.

## Section 4. – Limitation of Liability

No Member shall be liable to third parties for any obligation of the Fund.

### Article V

#### *Contributions and borrowing operations*

For uses not inconsistent with its purpose, the Fund may accept contributions. It may also borrow funds.

The Fund is empowered to receive contributions offered for specific purposes which come within its stated aims.

### Article VI

#### *General provisions relating to loans and guarantees*

## Section 1. – Forms of Loans

Loans made by the Fund shall be in one of the following forms:

- (i) prêts aux gouvernements membres du Fonds;
- (ii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à toute personne morale agréée par ce Membre;
- (iii) prêts garantis par un gouvernement membre du Fonds et consentis à des migrants par l'intermédiaire du Membre ou de toute personne morale agréée par ce Membre;
- (iv) prêts consentis à toute personne morale agréée par un gouvernement membre du Fonds lorsque le Conseil d'Administration estime que le prêt demandé est assorti de garanties suffisantes et répond aux conditions spécifiées à la Section 3 ci-dessous concernant les prêts envisagés aux paragraphes (i) (ii) et (iii) de la présente section.<sup>1)</sup>

#### Section 2. – Garanties

Le Fonds peut consentir sa garantie pour les opérations découlant de la réalisation des objectifs prévus à l'article II à des conditions à déterminer pour chaque cas d'espèce.

#### Section 3. – Obligations de l'emprunteur ou du garant

(a) Les engagements pris par les gouvernements membres du Fonds en ce qui concerne les prêts qui leur sont consentis au titre de la section 1 (i) du présent article et les garanties fournies par les gouvernements membres du Fonds au titre de la section 1 (ii) et (iii) du présent article doivent, dans chaque cas, comporter la promesse inconditionnelle:

- (i) de rembourser dans un délai spécifié une somme spécifiée exprimée dans une devise spécifiée, et
- (ii) de payer, pour la somme spécifiée, un intérêt et une commission à un taux spécifié à échéances spécifiées à partir d'une date spécifiée.

(b) Pour déterminer les monnaies dans lesquelles sont exprimées les obligations des gouvernements membres du Fonds en leur qualité d'emprunteurs ou de garants, le Fonds s'efforce de maintenir un rapport constant en valeur et en devises entre ses avoirs, y compris ses obligations, et les souscriptions versées par ses Membres, y compris tous versements effectués en vertu de l'article IV, section 3.

#### Section 4. – Subrogation

Dans les contrats de prêts garantis en vertu de la section 1 (ii) et (iii) du présent article, il sera prévu que le garant ayant satisfait à ses engagements envers le Fonds au titre de cette garantie, est subrogé au Fonds vis-à-vis de l'emprunteur ou des emprunteurs.

---

<sup>1)</sup> Disposition adoptée au cours de la 3ème réunion du Comité de Direction. (Fonds/CD PV 3 (1957))

- (i) loans to Member Governments of the Fund;
- (ii) loans guaranteed by a Member Government of the Fund granted to any legal person approved by that Member;
- (iii) loans guaranteed by a Member Government of the Fund and granted to migrants through the intermediary of the member or of any legal person approved by that member;
- (iv) loans granted to any legal person approved by a Member Government of the Fund, when the Administrative Council is satisfied that the loan requested is covered by adequate guarantees and fulfils the requirements laid down in Section 3 below with regard to the loans mentioned in paragraphs (i), (ii) and (iii) of the present Section.<sup>1)</sup>

#### Section 2. – Guarantees

The Fund may grant its guarantee for transactions arising from the realisation of the aims set out in Article II, conditions to be determined for each particular case.

#### Section 3. – Obligations of Borrower or Guarantor

(a) The obligations of Member Governments of the Fund under loans granted pursuant to Section 1 (i) of this Article and the guarantees of Member Governments of the Fund under Section 1 (ii) and 1 (iii) of this Article must in each case be an unconditional promise:

- (i) to repay, within a specified period, a specified sum expressed in a specified currency, and
- (ii) to pay interest and, where necessary, a commission in respect of the specified sum, at a specified rate, at specified intervals and beginning on a specified date.

(b) In determining the currencies in which obligations of Member Governments of the Fund, whether borrowers or guarantors, shall be expressed, the Fund shall seek to maintain a balance in amounts and currencies between its assets, including such obligations, and the subscription prices paid by its members, including any payments pursuant to Article IV, Section 3.

#### Section 4. – Subrogation

In the loan contracts guaranteed in accordance with Section 1 (ii) and 1 (iii) of this Article, it shall be laid down that the guarantor, upon satisfying its obligation to the Fund under the guarantee, shall be subrogated to the corresponding claims of the Fund against the principal borrower or borrowers.

---

<sup>1)</sup> Provision adopted at the third meeting of the Governing Body (Fonds/CD PV 3 (1957))

### Section 5. – Déclarations des Membres

Le Fonds reçoit, à l'appui des demandes de prêts relatifs à des programmes de rétablissement ou d'intégration, une déclaration aux termes de laquelle le Membre intéressé

- (i) agrée le programme;
- (ii) déclare estimer que le programme permettra le rétablissement ou l'intégration de personnes résidant sur son territoire européen;
  
- (iii) déclare estimer qu'il n'est pas possible d'obtenir d'une autre source à des conditions raisonnables les fonds nécessaires.

### Section 6. – Renseignements à fournir

Le Conseil d'administration prévu à l'article X du présent statut fixera la nature des renseignements et engagements que tout emprunteur est tenu de fournir à l'appui de sa demande.

## Article VII

### *Investissements*

#### Section 1. – Investissements temporaires

En attendant d'utiliser pour la première fois les fonds souscrits par un Etat, le Fonds peut les placer en bons du Trésor ou autres obligations issues de cet Etat et garanties par lui.

Dans les opérations d'investissement, le Conseil d'administration demandera l'avis d'experts en matière de placements.

#### Section 2. – Accumulation et investissement des réserves

Les réserves du Fonds provenant d'un excédent des recettes d'intérêts et de commissions pourront être cumulées et investies en tout ou partie dans les conditions qui seront fixées par le Conseil d'administration.

## Article VIII

### *Organisation, administration et contrôle du Fonds*

L'organisation, l'administration et le contrôle du Fonds sont assurés par les organes suivants:

- Le Comité de Direction.
- Le Conseil d'administration,
- Le Gouverneur,
- Le Comité de Surveillance,

conformément aux dispositions des articles ci-après.

## Article IX

### *Comité de Direction*

#### Section 1. – Décisions réservées aux Membres

Les Membres, réunis en Comité de Direction, sont habilités à:



### Section 5. – Supporting Statements by Members

In support of applications for loans to be granted in connection with resettlement or absorption programmes, the Fund shall receive a statement by a Member that:

- (i) it approves the programmes;
- (ii) it believes that the programme will result in the successful resettlement or absorption of persons resident in the European territory of the member;
- (iii) it believes that the funds to be supplied by the Fund are not available upon reasonable terms from any other source.

### Section 6. – Supporting Information

The Administrative Council referred to in Article X of these Regulations shall determine what information and pledges a borrower shall be required to furnish in support of its application.

## Article VII

### *Investments*

#### Section 1. – Temporary Investments

Pending its first use of the funds subscribed by a State, the Fund may invest in Treasury Bills or other securities issued and guaranteed by that State.

In making investments the Administrative Council shall take expert advice.

#### Section 2. – Accumulation and investment of Surplus

The Fund's surplus resulting from an excess of receipts on account of interest and commissions, or any part thereof, may be accumulated and invested in a manner to be determined by the Administrative Council.

## Article VIII

### *Organisation, administration and supervision of the Fund*

The organisation, administration and supervision of the Fund shall be divided between the following:

- the Governing Body,
- the Administrative Council,
- the Governor,
- the Auditing Board,

as provided in the succeeding Articles.

## Article IX

### *Governing Body*

#### Section 1. – Decisions reserved to Members

The Governing Body, representing the Members of the Fund, shall have sole authority:

(a) choisir la monnaie de compte et fixer la valeur nominale des titres de participation;

(b) déterminer les conditions dans lesquelles le Fonds accepte des concours financiers ou emprunte des fonds et fixer les droits à accorder aux bailleurs ou prêteurs, y compris leurs droits sur les avoirs du Fonds;

(c) fixer les échéances de libération des parts souscrites selon les besoins du Fonds pour la réalisation de ses objectifs;

(d) fixer les principes de gestion du Fonds;

(e) autoriser les gouvernements autres que les gouvernements membres du Conseil de l'Europe à adhérer au Fonds, fixer les conditions de cette admission et le nombre de titres de participation à souscrire par ces gouvernements;

(f) nommer le Gouverneur, le révoquer et accepter sa démission;

(g) recommander les mesures législatives, internationales ou autres, que les Membres prendront, notamment pour définir le régime spécial des avoirs ou biens du Fonds sur leur territoire ou sur le territoire tiers, et les engagements des Membres résultant des opérations spéciales du Fonds;

(h) amender le présent Statut, sans toutefois changer ses objectifs;

(i) interpréter le présent Statut;

(j) suspendre les opérations du Fonds de façon permanente et répartir ses avoirs;

(k) établir le règlement et désigner son président;

(l) désigner les trois commissaires qui constitueront le Comité de Surveillance.

## Section 2. – Vote

(a) Les décisions réservées aux membres du Fonds sont prises par votes, exprimés soit oralement au cours des réunions, soit par écrit dans l'intervalle de leurs réunions.

(b) Chaque membre du Fonds dispose d'une voix pour chaque titre de participation qu'il détient.

## Article X

### *Conseil d'administration*

#### Section 1. – Décisions réservées au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration a tous les pouvoirs nécessaires à l'adminis-

(a) to determine the single currency (by way of common denominator) and the nominal value of the participating certificates;

(b) to determine the terms upon which the Fund will accept contributions or borrow funds and the rights to be granted, including their rights in respect of the Fund's assets, to contributors or lenders to the Fund;

(c) to fix the dates on which calls are to be made upon the unpaid balance of participating certificates subscribed, according to the requirements of the Fund for carrying out its stated aims;

(d) to determine the operating policies of the Fund;

(e) to authorise Governments other than Member Governments of the Council of Europe to join the Fund, to lay down conditions for their admission and to determine the number of participating certificates to be subscribed by such Governments;

(f) to appoint the Governor, revoke his appointment and accept his resignation;

(g) to recommend the international or other legislative measures to be adopted by Members, in order to define such matters as the special arrangements governing assets or property held by the Fund in their territory or in the territory of third States and the obligations of Members arising from special operations of the Fund;

(h) to amend these Articles, without, however, making any change in their stated aims;

(i) to interpret these Articles of Agreement;

(j) to suspend permanently the operations of the Fund and to distribute its assets;

(k) to draw up Rules of Procedure and to designate its Chairman;

(l) to nominate the three auditors who shall constitute the Auditing Board.

## Section 2. – Voting

(a) The decisions reserved to Members of the Fund shall be taken by votes cast either orally at meetings or in writing between meetings.

(b) Each Member of the Fund shall have one vote for each participating certificate held by it.

## Article X

### *Administrative Council*

## Section 1. – Decisions reserved to the Administrative Council

The Administrative Council shall have all the necessary powers to

tration du Fonds. Il prend notamment une décision sur les objets suivants:

(a) déterminer périodiquement quelle fraction des réserves éventuelles du Fonds doit être cumulée et investie en application des dispositions de l'article VII, section 2;

(b) approuver le budget de fonctionnement du Fonds selon le principe que les dépenses de gestion ne peuvent excéder les recettes d'intérêts et de commissions;

(c) donner au Gouverneur des directives d'ordre général ou particulier;

(d) établir le règlement intérieur du Fonds et notamment les conditions d'octroi des prêts ou des garanties de prêts;

(e) présenter annuellement au Représentant Spécial, pour être soumis au Comité des Ministres, le rapport établi par le Gouverneur du Fonds.

#### Section 2. – Composition du Conseil d'administration

(a) Le Conseil d'administration se compose d'un Président désigné par le Comité de Direction et d'un représentant de chacun des Membres du Fonds. Chaque représentant au Conseil d'administration dispose d'un nombre de voix égal au nombre de titres de participation détenus.

(b) Le Conseil d'administration pourra appeler à participer à ses travaux, sans droit de vote, les représentants des organisations internationales et intergouvernementales intéressées.

#### Section 3. – Durée du mandat des membres du Conseil d'administration

Tout membre désigné du Conseil d'administration demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit révoqué par le Membre du Fonds qui l'a désigné. Les membres du Conseil sortant peuvent toujours être désignés ou réélus.

#### Section 4. – Mode de décision du Conseil d'administration

(a) Le Conseil d'administration se réunit sur convocation de son Président, aussi souvent que la chose paraît nécessaire et au moins une fois par trimestre;

(b) Les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité des voix des membres présents. Le Conseil ne délibère valablement que si les deux tiers au moins de ses membres sont présents.

#### Section 5. – Commissions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration peut à tout moment constituer des commissions composées de ses membres et déléguer à ces commissions des pouvoirs spécifiés dans chaque cas.

administer the Fund. It shall take decisions for such purposes as the following:

(a) to determine from time to time what portion of the Fund's surplus, if any, shall be accumulated and invested pursuant to the provisions of Article VII, Section 2;

(b) to approve the operating budget of the Fund on the principle that operating expenses may not exceed receipts on account of interest and commissions;

(c) to give to the Governor specific or general directives;

(d) to establish Rules of Procedure for the Fund and, in particular, the terms on which loans shall be granted or guaranteed;

(e) to transmit each year to the Special Representative, for submission to the Committee of Ministers, the report of the Governor of the Fund.

#### Section 2. – Composition of the Administrative Council

(a) The Administrative Council shall consist of a Chairman appointed by the Governing Body, together with one representative of each Member of the Fund. Each representative on the Administrative Council shall have a number of votes equal to the number of participating certificates held by the Member he represents.

(b) The Administrative Council may invite representatives of the international and inter-governmental organisations concerned to participate without vote in its proceedings.

#### Section 3. – Term of office of members of the Administrative Council

Appointments of members of the Administrative Council shall continue until revoked by the Member of the Fund which has appointed him. Retiring members of the Council are always eligible for re-appointment or re-election.

#### Section 4. – Method of decision by the Administrative Council

(a) The Administrative Council shall be convened by its Chairman. It shall meet whenever the necessity arises and at least once each quarter;

(b) The decisions of the Administrative Council shall be taken by a majority of the votes cast by members present. Two-thirds of its members shall constitute a quorum, failing which the deliberations of the Council shall be invalid.

#### Section 5. – Committees of the Administrative Council

The Administrative Council may from time to time appoint Committees from among its members and delegate to such Committees powers to be specified in each particular case.

## Section 6. – Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les membres du Conseil d'administration ne perçoivent aucune rémunération du Fonds; cependant, les frais raisonnables engagés lors de l'exécution de leurs fonctions de membres du Conseil d'administration leur sont remboursés par le Fonds.

## Article XI

### *Gouverneur*

#### Section 1. – Fonctions du Gouverneur

Le Gouverneur assure l'administration courante du Fonds, conformément aux directives du Conseil d'administration et sous sa surveillance.

Il représente le Fonds dans toutes les transactions que celui-ci effectue. Il ne contracte aucune obligation financière, conformément aux dispositions des articles V et VI du statut sans autorisation expresse du Conseil d'administration.

Il engage les dépenses d'administration dans la limite des crédits budgétaires qui lui sont alloués.

Il prend toutes dispositions utiles pour maintenir ces dépenses au strict minimum. En particulier, il recourt aux services que peut lui offrir le Conseil de l'Europe et s'assure, en matière financière, la coopération de banques centrales des Etats membres et de la Banque des Règlements Internationaux et, en matière de rétablissement et d'intégration des excédents de population, la collaboration des institutions et des personnalités compétentes dans ce domaine.

Il détient les avoirs et les biens du Fonds et entretient une comptabilité adéquate.

#### Section 2. – Rapports au Conseil d'administration

Le Gouverneur adresse, à intervalles réguliers, au Conseil d'administration, des rapports sur la position du Fonds et sur les opérations envisagées et lui fournit tous les renseignements qu'il peut demander.

Le Gouverneur établit chaque année un rapport complet sur toutes les opérations de l'année.

Il y joint le bilan du Fonds et le compte de gestion des opérations financières ainsi que le rapport établi sur ces documents par le Comité de Surveillance.

#### Section 3. – Nomination et rétribution du Gouverneur

Le Gouverneur est nommé pour un terme de 3 ans et est rééligible à l'expiration de son mandat. Le montant de sa rétribution est fixé par le Conseil d'administration du Fonds.

## Section 6. – Compensation of members of the Administrative Council

Members of the Administrative Council shall serve without compensation from the Fund, but their reasonable expenses incurred in performing their functions as members of the Administrative Council shall be reimbursed by the Fund.

## Article XI

### *Governor*

#### Section 1. – Functions of the Governor

The Governor shall conduct the current administration of the Fund under the instructions and supervision of the Administrative Council.

He shall represent the Fund in all its transactions. He shall not contract any financial obligations, in accordance with the terms of Articles V and VI of the Articles of Agreement, without the express authorisation of the Administrative Council.

He shall incur administrative expenses within the limits of the budgetary credits allocated to him.

He shall take all necessary steps to keep these expenses at a strict minimum. In particular, he shall avail himself of such services as may be offered by the Council of Europe, in dealing with financial matters he shall enlist the co-operation of the central banks of the Members and the Bank for International Settlements, and, in dealing with problems incidental to resettlement and absorption of surplus population, that of agencies and individuals experienced in the field.

He shall hold the property and assets of the Fund and shall keep adequate accounts.

#### Section 2. – Reports to the Administrative Council

The Governor shall submit to the Administrative Council regular reports on the position of the Fund and on proposed operations and shall supply it with any information it may request.

The Governor shall draw up a full annual report on all operations effected throughout the year.

This report shall be accompanied by the balance-sheet of the Fund and the operational accounts, together with the Auditors' Report on these documents.

#### Section 3. – Appointment and Salary of the Governor

The Governor shall be appointed for a period of 3 years and may be re-elected on the expiry of his term of office. The amount of his salary shall be fixed by the Administrative Council.

## Article XII

*Comité de Surveillance*

Le Comité de Surveillance examine une fois par an les comptes du Fonds et vérifie l'exactitude du compte de gestion et du bilan.

Le rapport du Comité certifie que le bilan et le compte de gestion concordent avec les écritures et qu'ils reflètent exactement et honnêtement l'état des opérations du Fonds à la fin de chaque exercice financier.

## Article XIII

*Siège*

Le siège du Fonds est installé à Strasbourg, France. Le siège des services de gestion sera fixé par le Conseil d'administration.

## Article XIV

*Suspension des opérations et liquidation du fonds*

## Section 1. Suspension des opérations

Si le Comité de Direction décide la clôture des opérations, le Fonds cessera immédiatement toutes activités à l'exception de celles qui se rapportent au règlement de ses obligations ainsi qu'à la réalisation méthodique, à la conservation et à la sauvegarde de ses avoirs.

## Section 2. - Retrait des Membres

Tout Membre peut se retirer du Fonds après préavis de six mois précédant la fin de l'exercice en cours. Les conditions en seront fixées par le Comité de Direction.

## Section 3. - Liquidation du Fonds

Après règlement de tous les engagements du Fonds, y compris l'exécution des droits à répartitions, consentis par le Fonds lors de l'acceptation de concours financiers au titre de l'article V, ou constitution de réserves en vue de ce règlement, les Membres du Fonds pourront convenir d'un plan de répartition des avoirs fondé sur les principes suivants:

(a) Aucun Membre du Fonds se trouvant dans une position de débiteur vis-à-vis du Fonds ne peut être admis à participer à la répartition avant d'avoir régularisé sa position.

(b) Si l'actif net du Fonds le permet, chaque Membre du Fonds reçoit pour sa part le montant qu'il a versé au titre de l'article IV dans la monnaie de ce versement, ou, si cela n'est pas possible, l'équivalent de ce montant en d'autres devises, calculé au taux de change en vigueur à la date de la répartition. Si l'actif net du Fonds ne permet pas le rembourse-



## Article XII

### *Auditing Board*

The Auditing Board shall annually inspect the Fund's accounts and verify that the operational accounts and balance-sheet are in order.

The auditors' report shall state whether the balance-sheet and operational accounts are in agreement with the books and whether they give a true and fair picture of the state of the Fund's affairs as at the end of each financial period.

## Article XIII

### *Headquarters*

The principal office of the Fund shall be at Strasbourg, France. The headquarters of the operational services shall be decided by the Administrative Council.

## Article XIV

### *Suspension of operations and liquidation of the Fund*

#### Section 1. – Suspension of Operations

Should the Governing Body decide upon the suspension of operations the Fund shall forthwith cease all activities except those incidental to the settlement of its obligations and the orderly realisation, conservation and preservation of its assets.

#### Section 2. – Withdrawal of Members

Any Member may withdraw from the Fund on giving notice of six months prior to the end of the current financial year. The conditions for this shall be laid down by the Governing Body.

#### Section 3. – Liquidation of the Fund

After all liabilities of the Fund, including satisfaction of rights upon distribution which may previously have been granted by the Fund upon accepting contributions under Article V, have been discharged or provided for, the Members of the Fund may adopt a plan for the distribution of assets which shall be based on the following principles.

(a) No member of the Fund against which the Fund has an unsatisfied claim shall be eligible to participate in the distribution under the plan until it has regularised its position.

(b) If the Fund's net assets permit, each Member of the Fund shall receive as a distributive share the amount it paid under Article IV in the same currency or, if that should not be possible, the equivalent as of the time of distribution in other currencies. Should the extent of the Fund's net assets not permit the full return of such distributed shares, any

ment intégral de ces parts, le déficit éventuel sera partagé entre tous les Membres du Fonds de la même façon.

(c) Tout actif net du Fonds subsistant après la distribution de ces parts sera réparti entre tous les Membres du Fonds en proportion du nombre de titres de participation détenu par chacun.

(d) Si ces parts sont payées à certains Membres du Fonds en devises d'autres Membres du Fonds, ces derniers prendront les mesures nécessaires pour assurer, selon les modalités prévues par leur réglementation des changes, le mouvement des montants ainsi versés au titre de la répartition.

## Article XV

### *Dispositions finales*

#### Section 1. – Réunion d'organisation

Dès que le présent statut sera adopté par une résolution du Comité des Ministres sur la base d'un accord partiel, le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe convoquera, en accord avec le Représentant Spécial, la première réunion du Comité de Direction qui prendra toutes mesures nécessaires ou souhaitables pour organiser le Fonds en conformité avec le présent Statut.

#### Section 2. – Notification du commencement des opérations

Le Gouverneur notifiera aux Membres du Fonds la date à laquelle celui-ci sera prêt à commencer ses opérations.

#### Section 3. – Adhésion

(a) Tout Membre du Conseil de l'Europe qui n'est pas Membre du Fonds peut adhérer à celui-ci par une déclaration adressée au Comité des Ministres. Cette déclaration doit contenir l'acceptation du présent statut par le Gouvernement adhérent et la souscription de la part de ce gouvernement du nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent statut.

(b) Tout gouvernement non membre du Conseil de l'Europe qui, conformément à la section 1, paragraphe (e), de l'article IX, a été admis à adhérer au Fonds, peut adhérer à celui-ci en déposant auprès du Secrétaire Général du Conseil un instrument établissant qu'il accepte le présent statut, qu'il souscrit le nombre de titres de participation fixé en accord avec le Comité de Direction, conformément à l'article IV du présent statut, qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour se mettre en état d'exécuter toutes les obligations découlant du présent statut et qu'il a rempli toutes les conditions d'admission fixées par le Comité de Direction.

possible deficit shall be shared by all Members of the Fund in the same *proportion*.

(c) Any excess of the Fund's net assets over the aggregate total of such distributed shares shall be allotted to all Members of the Fund in proportion to the number of participating certificates held by each.

(d) To the extent that these distributed shares are paid to any Members of the Fund in the currencies of other Members of the Fund, the latter shall take the necessary steps to ensure, in accordance with the procedure provided for under their exchange regulations, transactions involving the amounts thus distributed.

## Article XV

### *Final clauses*

#### Section 1. – Organisational meeting

As soon as the present Articles of Agreement have been adopted by virtue of a Resolution of the Committee of Ministers on the basis of a Partial Agreement, the Secretary General of the Council of Europe shall, in agreement with the Special Representative, call the first meeting of the Governing Body which shall take all necessary or desirable steps to organise the Fund in conformity with the present Articles of Agreement.

#### Section 2. – Notification of the beginning of operation

The Governor shall notify Members of the Fund of the date on which the Fund will be ready to begin its operations.

#### Section 3. – Membership

(a) Any Member of the Council of Europe who is not a member of the Fund may join the Fund by addressing a declaration to this effect to the Committee of Ministers. In this declaration the new Member Government shall signify its acceptance of the present Articles and Agreement and subscribe the number of participating certificates determined in agreement with the Governing Body, in accordance with Article IV of the present Articles of Agreement.

(b) Any Government which is not a Member of the Council of Europe and which, pursuant to Section 1, paragraph (e) of Article IX, has been allowed to join the Fund, may do so by depositing with the Secretary General of the Council an instrument to the effect that it accepts the present Articles of Agreement, that it subscribes the number of participating certificates determined in agreement with the Governing Body, that in accordance with Article IV of the present Articles of Agreement it has taken all necessary steps to ensure that it can fulfil all the obligations arising from the present Articles of Agreement and that it has fulfilled all the conditions for admission laid down by the Governing Body.

(c) Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera au Gouverneur et à tous les Membres du Fonds la réception de toute déclaration d'adhésion et le dépôt de tout instrument d'adhésion effectués en application des paragraphes précédents.

#### Section 4. – Interprétation du présent statut

Toute décision du Conseil d'administration comportant l'interprétation du présent statut peut être portée devant le Comité de Direction à la demande d'un Membre. En attendant que le Comité de Direction ait statué, le Fonds peut, dans la mesure où il l'estime nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'administration.

#### Section 5. – Copie certifiée conforme

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe communiquera une copie certifiée conforme du présent Statut à tout Membre du Conseil et à tout gouvernement non membre du Conseil ayant adhéré au Fonds.

---

(c) The Secretary General of the Council of Europe shall notify the Governor and all the Members of the Fund of the reception of any declaration of accession by a new Member and the deposition of any instrument of accession made in application of the preceding paragraphs.

#### Section 4. – Interpretation of the present Articles of Agreement

Any decision of the Administrative Council involving the interpretation of the present Articles of Agreement may be referred to the Governing Body at the request of any Member; the decision of the Governing Body shall be final. Until such time as the Governing Body has made a ruling, the Fund may, to the extent it deems it necessary act on the basis of the decision of the Administrative Council.

#### Section 5. – Certified Copy

The Secretary General of the Council of Europe shall communicate a certified copy of the present Articles of Agreement to every Member of the Council and to every non-member Government which has joined the Fund.

---

## ANNEXE

## Barème de contributions au «Fonds de Réétablissement du Conseil de l'Europe» sur la base de 10 millions de dollars

	Pourcentage de répartition (1955)	Nombre de titres à raison de 1 par 1.000 dollars	Taux de change (1. 1. 55)	Contributions en monnaies nationales
Belgique . . . . .	3,3	330	0,02	16.500.000
Danemark . . . . .	1,8	180	0,144 8	1.243.094
France . . . . .	18,4	1.840	0,002 857	644.032.202
République Fédérale d'Allemagne . . . . .	18,4	1.840	0,238 1	7.727.845
Grèce . . . . .	3,3	330	0,033 33	9.900.990
Islande . . . . .	0,2	20	0,614	325.733
Irlande . . . . .	1,2	120	2,80	42.857
Italie . . . . .	18,4	1.840	0,001 6	1.150.000.000
Luxembourg . . . . .	0,2	20	0,02	1.000.000
Pays-Bas . . . . .	4,0	400	0,263 2	1.519.757
Norvège . . . . .	1,4	140	0,14	1.000.000
Sarre . . . . .	0,4	40	0,002 857	1.400.070
Suède . . . . .	2,8	280	0,193 3	1.448.526
Turquie . . . . .	7,8	780	0,357 1	2.184.262
Royaume-Uni . . . . .	18,4	1.840	2,80	657.142
<i>Total . . . . .</i>	100,0	10.000		

Le pourcentage de répartition est celui adopté pour les contributions au budget du Conseil de l'Europe.

## APPENDIX

Scale of contributions to the "Council of Europe Resettlement Fund"  
on the basis of 10,000,000 dollars

	Percentage of Distribution	Number of \$ 1000 part- icipation certificates	Rate of Exchange (1. 1. 55)	Contributions in national currencies
Belgium . . . . .	3.3	330	0.02	16,500,000
Denmark . . . . .	1.8	180	0.144 8	1,243,094
France . . . . .	18.4	1,840	0.002 857	644,032,202
Fed. Rep. of Germany .	18.4	1,840	0.238 1	7,727,845
Greece . . . . .	3.3	330	0.033 33	9,900,990
Iceland . . . . .	0.2	20	0.614	325,733
Ireland . . . . .	1.2	120	2.80	42,857
Italy . . . . .	18.4	1,840	0.001 6	1,150,000,000
Luxembourg . . . . .	0.2	20	0.02	1,000,000
Netherlands . . . . .	4.0	400	0.263 2	1,519,757
Norway . . . . .	1.4	140	0.14	1,000,000
Saar . . . . .	0.4	40	0.002 857	1,400,070
Sweden . . . . .	2.8	280	0.193 3	1,448,526
Turkey . . . . .	7.8	780	0.357 1	2,184,262
United Kingdom . . . .	18.4	1,840	2.80	657,142
<i>Total . . . . .</i>	100.0	10,000		

The percentage of distribution is the same as that adopted for contributions to the budget of the Council of Europe.

C. VERTALING**Statuut van het Vestigingsfonds van de Raad van Europa****Artikel I***Oprichting van het Fonds*

Er wordt een Vestigingsfonds van de Raad van Europa (hierna te noemen „het Fonds”) opgericht.

Het Fonds valt onder de Raad van Europa en is onderworpen aan zijn oppergezag.

**Artikel II***Doel*

Het doel van het Fonds is hulp te bieden bij het oplossen van de problemen waarmede de Europese landen worden of kunnen worden geconfronteerd als gevolg van de aanwezigheid van bevolkingsoverschotten, met inbegrip van nationale vluchtelingen, door het verschaffen of het garanderen van leningen ter financiering van:

(a) integratieprogramma's die door een Lid van het Fonds zijn goedgekeurd overeenkomstig artikel VI van dit Statuut en waarmede wordt beoogd voor deze mensen nieuwe kansen op werkgelegenheid te scheppen;

(b) door een Lid van het Fonds goedgekeurde vestigingsprogramma's die voorzien in het verstrekken van leningen aan of het doen van uitgaven ten behoeve van in Europa verblijvende personen die zich willen vestigen in een land binnen of buiten Europa en die zich verplichten tot terugbetaling van het bedrag van deze leningen of uitgaven voor zover deze door het Fonds zijn gefinancierd.

**Artikel III***Lidmaatschap*

Regeringen die Lid zijn van de Raad van Europa kunnen Lid worden van het Fonds overeenkomstig de bepalingen van artikel IV, tweede lid, letter (a), onder (i). Andere Regeringen die tot het lidmaatschap van het Fonds toegelaten worden, kunnen Lid van het Fonds worden op de bijzondere voorwaarden die het Fonds voor ieder geval afzonderlijk kan stellen, overeenkomstig de bepalingen van artikel IV, tweede lid, letter (a), onder (ii).

**Artikel IV***Verplichtingen der Leden*

Eerste lid – Deelnemingsbewijzen

Het Fonds geeft deelnemingsbewijzen uit waarop de Leden kunnen intekenen, uitgedrukt in één munteenheid en met dezelfde nominale



waarde. De Leden betalen het bedrag waarvoor zij hebben ingetekend in hun nationale munteenheid tegen de op het tijdstip van intekening geldende officiële wisselkoers.

#### Tweede lid – Intekening

(a) Elk Lid tekent in op een bepaald aantal deelnemingsbewijzen:

- (i) het aantal deelnemingsbewijzen dat aan elke Lid-Staat van de Raad van Europa ter beschikking wordt gesteld, wordt vastgesteld overeenkomstig de aan dit Statuut gehechte tabel. Elk lid van het Fonds tekent in op zo veel deelnemingsbewijzen als hij wense-lijk acht, doch de eerste intekening mag niet minder zijn dan een kwart van de bewijzen die hem ter beschikking worden gesteld.
- (ii) het aantal deelnemingsbewijzen dat aan andere Leden wordt toe-gevozen, wordt vastgesteld in overeenstemming met het College van Bewindvoerders van het Fonds, overeenkomstig artikel IX, eerste lid, letter (e) van dit Statuut.

(b) Elk Lid stort onmiddellijk nadat het Lid is geworden ten minste vijfentwintig procent (25%) van het intekenbedrag van de deelnemings-bewijzen waarop het heeft ingetekend; het resterende bedrag wordt betaald overeenkomstig artikel IX, eerste lid, letter (c).

#### Derde lid – Handhaving van de waarde van de intekeningen

Wanneer de pariwaarde van de munteenheid van een Lid-Staat ver-laagd wordt of de wisselkoers ervan in aanzienlijke mate is gedaald, betaalt het Lid binnen een redelijke termijn aan het Fonds een aanvullend bedrag in zijn eigen munteenheid, dat voldoende is voor de handhaving van de waarde, op het tijdstip van intekening, van het bedrag waarvoor door het Lid op de deelnemingsbewijzen van het Fonds ingetekend is.

#### Vierde lid – Beperking van de aansprakelijkheid

Een Lid is niet jegens derden aansprakelijk voor enige verplichting van het Fonds.

### Artikel V

#### *Bijdragen en leningen*

Het Fonds kan bijdragen aanvaarden voor aanwendungen die niet strijdig zijn met het doel van het Fonds. Het Fonds kan ook geld lenen.

Het Fonds is gemachtigd bijdragen in ontvangst te nemen, die geschonken worden voor specifieke doelen die binnen zijn doelstellingen vallen.

### Artikel VI

#### *Algemene bepalingen met betrekking tot leningen en waarborgen*

#### Eerste lid – Leningsvormen

Het Fonds verstrekt leningen in één van de volgende vormen:

- (i) leningen aan Regeringen die Lid zijn van het Fonds;
- (ii) leningen gewaarborgd door een Regering die Lid is van het Fonds en verstrekt aan een door dit Lid goedgekeurde rechtspersoon;
- (iii) leningen gewaarborgd door een Regering die Lid is van het Fonds en verstrekt aan migranten door bemiddeling van dit Lid of van een door dit Lid goedgekeurde rechtspersoon;
- (iv) leningen verstrekt aan een rechtspersoon die is goedgekeurd door een Regering die Lid is van het Fonds, wanneer ten genoegen van de Raad van Bestuur is aangetoond dat de lening waarom verzocht wordt, gedekt wordt door voldoende waarborgen en voldoet aan de vereisten, vervat in het derde lid hieronder met betrekking tot de leningen genoemd onder (i), (ii) en (iii) van dit lid.

#### Tweede lid – Waarborgen

Het Fonds kan borg staan voor transacties voortvloeiend uit de verwezenlijking van de doelstellingen omschreven in artikel II; de desbetreffende voorwaarden dienen voor elk geval afzonderlijk te worden vastgesteld.

#### Derde lid – Verplichtingen van leningnemer of borg

(a) De verplichtingen van Regeringen die Lid zijn van het Fonds op grond van leningen verstrekt ingevolge het eerste lid, onder (i) van dit artikel en de waarborgen van Regeringen die Lid zijn van het Fonds op grond van het eerste lid, onder (ii) en (iii) van dit artikel moeten in elk geval de onvoorwaardelijke belofte bevatten om:

- (i) binnen een vastgestelde termijn een vastgesteld bedrag, uitgedrukt in een vastgestelde munteenheid, terug te betalen, en
- (ii) over het vastgestelde bedrag rente te betalen en, waar nodig, commissie tegen een vastgesteld percentage, op vastgestelde vervaldagen en vanaf een vastgestelde datum.

(b) Bij het bepalen van de munteenheid waarin de verplichtingen van de Regeringen die Lid zijn van het Fonds, leningnemers of borgen, wordt uitgedrukt, tracht het Fonds het evenwicht te bewaren, in bedragen en in valuta, tussen zijn activa, met inbegrip van genoemde verplichtingen, en de door de Leden betaalde intekenbedragen, met inbegrip van alle betalingen ingevolge artikel IV, derde lid.

#### Vierde lid – Subrogatie

In de overeenkomstig het eerste lid, onder (ii) en (iii) van dit artikel gewaarborgde overeenkomsten tot lening wordt vastgelegd dat de borg, na aan zijn verplichtingen jegens het Fonds krachtens de waarborg te hebben voldaan, treedt in de rechten van het Fonds tegenover de leningnemer of leningnemers.

### Vijfde lid – Verklaringen van de Leden

Ter ondersteuning van aanvragen voor in verband met vestigings- of integratieprogramma's te verstrekken leningen ontvangt het Fonds van het Lid een verklaring dat:

- (i) dit zijn goedkeuring hecht aan het programma;
- (ii) dit van mening is dat het programma zal resulteren in een geslaagde vestiging of integratie van personen die op het Europese grondgebied van het Lid verblijven;
- (iii) dit van mening is dat de door het Fonds te verschaffen geldmiddelen niet op redelijke voorwaarden uit andere bronnen beschikbaar zijn.

### Zesde lid – Verschaffen van inlichtingen

De Raad van Bestuur, waarnaar in artikel X van dit Statuut wordt verwezen, bepaalt welke inlichtingen en waarborgen een leningnemer dient te verschaffen ter ondersteuning van zijn aanvraag.

## Artikel VII

### *Beleggingen*

#### Eerste lid – Tijdelijke beleggingen

In afwachting van het tijdstip waarop voor de eerste maal gebruik wordt gemaakt van de fondsen waarvoor een Staat heeft ingeschreven, kan het Fonds beleggen in schatkistpromessen of andere waardepapieren die door die Staat worden uitgegeven en gewaarborgd.

Bij het doen van beleggingen wint de Raad van Bestuur deskundig advies in.

#### Tweede lid – Cumulatie en belegging van reserves

De reserves van het Fonds die ontstaan door een overschot in ontvangsten uit rente en commissies kunnen geheel of gedeeltelijk gecumuleerd en op een door de Raad van Bestuur vast te stellen wijze belegd worden.

## Artikel VIII

### *Organisatie, bestuur en toezicht*

De organisatie en het bestuur van, alsmede het toezicht op het Fonds wordt als volgt verdeeld:

- het College van Bewindvoerders
- de Raad van Bestuur
- de President
- de Controlecommissie

als bepaald in de hierna volgende artikelen.

## Artikel IX

*Het College van Bewindvoerders*

Eerste lid – Besluiten voorbehouden aan de Leden

Het College van Bewindvoerders, dat de Leden van het Fonds vertegenwoordigt, heeft de uitsluitende bevoegdheid om:

(a) de munteenheid (als gemeenschappelijke noemer) en de nominale waarde van de deelnemingsbewijzen vast te stellen;

(b) de voorwaarden vast te stellen waarop het Fonds financiële bijdragen aanvaardt of gelden leent, alsmede de rechten die aan geldgevers en leningverstrekkers worden toegekend, met inbegrip van hun rechten ten aanzien van de activa van het Fonds;

(c) de vervaldata vast te stellen voor het nog niet betaalde gedeelte van de deelnemingsbewijzen waarop is ingeschreven, al naar gelang het Fonds dit nodig heeft om zijn doel te verwezenlijken;

(d) het uitvoeringsbeleid van het Fonds te bepalen;

(e) andere Regeringen dan Regeringen die Lid zijn van de Raad van Europa te machtigen tot het Fonds toe te treden, de voorwaarden voor hun toetreding vast te leggen en het aantal deelnemingsbewijzen waarop deze Regeringen moeten intekenen vast te stellen;

(f) de President te benoemen, zijn benoeming te herroepen en zijn ontslag te aanvaarden;

(g) de internationale of andere wetgevende maatregelen aan te bevelen die door de Leden moeten worden aangenomen ten einde zaken te omschrijven zoals de bijzondere overeenkomsten inzake de activa of bezittingen van het Fonds op hun grondgebied of op het grondgebied van derde Staten, alsmede de verplichtingen van de Leden die voortvloeien uit bijzondere werkzaamheden van het Fonds;

(h) deze artikelen te wijzigen zonder echter de doelstellingen daarin te veranderen;

(i) dit Statuut te interpreteren;

(j) de werkzaamheden van het Fonds duurzaam op te schorten en zijn activa te verdelen;

(k) een Reglement van Orde op te stellen en zijn voorzitter te benoemen;

(l) de drie accountants te benoemen die de Controlecommissie vormen.

Tweede lid – Stemprocedure

(a) De besluiten voorbehouden aan de leden van het Fonds worden genomen door het uitbrengen van stemmen, mondeling tijdens de vergaderingen of schriftelijk in de perioden tussen de vergaderingen.

(b) Elk Lid van het Fonds heeft één stem voor elk deelnemingsbewijs dat het in zijn bezit heeft.

## Artikel X

### *Raad van Bestuur*

Eerste lid – Besluiten voorbehouden aan de Raad van Bestuur

De Raad van Bestuur heeft alle voor het bestuur van het Fonds noodzakelijke bevoegdheden. Hij neemt besluiten inzake het volgende:

(a) het van tijd tot tijd bepalen welk deel van de eventuele reserves van het Fonds gecumuleerd en belegd worden ingevolge de bepalingen van artikel VII, tweede lid;

(b) het goedkeuren van de exploitatiebegroting van het Fonds, uitgaande van de stelregel dat de exploitatiekosten niet hoger mogen zijn dan de ontvangsten aan rente en commissies;

(c) het geven van specifieke of algemene richtlijnen aan de President;

(d) het vaststellen van een Reglement van Orde voor het Fonds en met name van de voorwaarden waarop leningen worden verstrekt of gewaarborgd;

(e) het jaarlijks aan de Speciale Vertegenwoordiger overleggen van het verslag van de President van het Fonds ter voorlegging aan het Comité van Ministers.

Tweede lid – Samenstelling van de Raad van Bestuur

(a) De Raad van Bestuur bestaat uit een Voorzitter die benoemd wordt door het College van Bewindvoerders, alsmede uit één vertegenwoordiger voor elk Lid van het Fonds. Elke vertegenwoordiger die in de Raad van Bestuur zitting heeft, heeft een aantal stemmen dat gelijk is aan het aantal deelnemingsbewijzen dat het Lid dat hij vertegenwoordigt in zijn bezit heeft;

(b) De Raad van Bestuur kan vertegenwoordigers van belanghebbende internationale en intergouvernementele organisaties uitnodigen zonder stemrecht deel te nemen aan zijn werkzaamheden.

Derde lid – Ambtstermijn van leden van de Raad van Bestuur

De benoeming van een lid van de Raad van Bestuur blijft van kracht tot deze door het Lid van het Fonds dat hem benoemd heeft, herroepen wordt. Aftredende leden van de Raad kunnen altijd herbenoemd of herkozen worden.

Vierde lid – Wijze waarop besluiten door de Raad van Bestuur worden genomen

(a) De Raad van Bestuur wordt door zijn Voorzitter bijeengeroepen. Hij komt bijeen wanneer dat noodzakelijk is en ten minste eenmaal per drie maanden.

(b) De besluiten van de Raad van Bestuur worden genomen met meerderheid van door de aanwezige leden uitgebrachte stemmen. Twee derde van de leden vormt het quorum, bij gebreke waarvan de Raad geen geldige besluiten kan nemen.

#### Vijfde lid – Commissies van de Raad van Bestuur

De Raad van Bestuur kan van tijd tot tijd uit zijn leden commissies instellen en aan deze commissies bevoegdheden overdragen, die voor ieder geval afzonderlijk nauwkeurig omschreven dienen te worden.

#### Zesde lid – Vergoeding voor leden van de Raad van Bestuur

De leden van de Raad van Bestuur ontvangen van het Fonds geen vergoeding, maar redelijke onkosten, gemaakt tijdens de uitoefening van hun functie als lid van de Raad van Bestuur, worden door het Fonds vergoed.

### Artikel XI

#### *De President*

#### Eerste lid – Functies van de President

De President behandelt de lopende zaken van het Fonds volgens instructies en onder toezicht van de Raad van Bestuur.

Hij vertegenwoordigt het Fonds in alle transacties. Hij gaat geen enkele financiële verplichting aan, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen V en VI van dit Statuut, zonder de uitdrukkelijke machtiging van de Raad van Bestuur.

Hij doet administratieve uitgaven binnen de grenzen van de hem toegewezen begrotingskredieten.

Hij neemt alle noodzakelijke maatregelen om deze uitgaven tot een uiterst minimum te beperken. In het bijzonder maakt hij gebruik van de diensten die kunnen worden aangeboden door de Raad van Europa; bij de behandeling van financiële aangelegenheden roept hij de medewerking in van de centrale banken van de Leden en van de Bank voor Internationale Betalingen, en bij de behandeling van vraagstukken samenhangend met de vestiging en integratie van bevolkingsoverschotten, die van op dat gebied deskundige organisaties en personen.

Hij beheert het bezit en de activa van het Fonds en voert een behoorlijke boekhouding.

#### Tweede lid – Verslagen aan de Raad van Bestuur

De President legt aan de Raad van Bestuur met regelmatige tussenpozen verslagen voor over de positie van het Fonds en over de voorgenomen werkzaamheden en verstrekt de Raad alle inlichtingen die deze wenst.

De President stelt een volledig jaarverslag op over alle gedurende dat jaar verrichte werkzaamheden.

Bij dit verslag wordt gevoegd de balans van het Fonds en van de exploitatierekeningen, alsmede het accountantsrapport over deze stukken.

#### Derde lid – Benoeming en salaris van de President

De President wordt benoemd voor een periode van drie jaar en kan bij verstrijken van deze termijn worden herkozen. Het bedrag van zijn salaris wordt vastgesteld door de Raad van Bestuur.

### Artikel XII

#### *Controlecommissie*

De Controlecommissie controleert jaarlijks de boeken van het Fonds en verifieert de juistheid van de exploitatierekeningen en de balans.

Het accountantsrapport vermeldt of de balans en de exploitatierekeningen overeenstemmen met de boeken en of zij een juist beeld geven van de stand van zaken betreffende het Fonds aan het einde van elke financiële periode.

### Artikel XIII

#### *Zetel*

De Zetel van het Fonds is gevestigd in Straatsburg, Frankrijk. De Raad van Bestuur beslist waar de zetel van de uitvoerende diensten gevestigd zal zijn.

### Artikel XIV

#### *Schorsing van de werkzaamheden en liquidatie van het Fonds*

#### Eerste lid – Schorsing van de werkzaamheden

Indien het College van Bewindvoerders besluit de werkzaamheden van het Fonds te schorsen, staakt het Fonds onmiddellijk alle activiteiten, met uitzondering van de activiteiten samenhangend met het nakomen van zijn verplichtingen en het op de juiste wijze te gelde maken, in stand houden en veilig stellen van zijn activa.

#### Tweede lid – Uittreden van Leden

Elk Lid kan uit het Fonds treden na hiervan zes maanden voor het einde van het lopende boekjaar kennisgeving te hebben gedaan. De voorwaarden daarvoor worden vastgesteld door het College van Bewindvoerders.

#### Derde lid – Liquidatie van het Fonds

Nadat aan alle geldelijke verplichtingen van het Fonds, met inbegrip van uitoefening van de rechten op verdeling die eerder door het Fonds zijn toegekend bij het aanvaarden van bijdragen krachtens artikel V, is

voldaan of voorzieningen dienaangaande zijn getroffen, kunnen de Leden van het Fonds een plan aannemen voor de verdeling van de activa, dat gebaseerd is op de volgende grondregels:

(a) Een Lid van het Fonds waarop het Fonds een vordering heeft, is niet gerechtigd deel te nemen aan de verdeling krachtens dit plan, totdat het zijn positie heeft geregulariseerd.

(b) Indien de netto activa van het Fonds dit toelaten, ontvangt elk Lid van het Fonds als zijn aandeel in de verdeling het bedrag dat hij krachtens artikel IV betaald heeft in dezelfde munteenheid of, indien dat niet mogelijk is, de tegenwaarde daarvan op het tijdstip van de verdeling in andere munteenheden. Indien de netto activa van het Fonds de volledige teruggave van dat aandeel niet toelaten, wordt het eventuele tekort naar evenredigheid omgeslagen over alle Leden.

(c) Een eventueel overschot aan netto activa van het Fonds boven het totaal van de verdeelde aandelen, wordt uitgekeerd aan alle Leden van het Fonds en wel naar evenredigheid van het aantal deelnemingsbewijzen dat elk Lid bezit.

(d) Wanneer deze aandelen aan Leden van het Fonds uitbetaald worden in de munteenheid van andere Leden van het Fonds, nemen deze laatsten de nodige maatregelen om, overeenkomstig de krachtens hun wisselkoersvoorschriften bepaalde procedure, transacties met de aldus uitgekeerde bedragen te verzekeren.

## Artikel XV

### *Slotbepalingen*

#### Eerste lid – Organisatorische vergadering

Zodra dit Statuut bij resolutie van het Comité van Ministers is aangenomen op basis van een partieel akkoord roept de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, in overeenstemming met de Speciale Vertegenwoordiger, de eerste vergadering bijeen van het College van Bewindvoerders, dat alle nodige of wenselijke maatregelen neemt om het Fonds overeenkomstig dit Statuut te organiseren.

#### Tweede lid – Aankondiging van de aanvang der werkzaamheden

De President stelt de Leden van het Fonds in kennis van de datum waarop het Fonds gereed zal zijn om zijn werkzaamheden aan te vangen.

#### Derde lid – Lidmaatschap

(a) Een Lid van de Raad van Europa dat geen lid is van het Fonds kan tot het Fonds toetreden door hiertoe een verklaring te richten aan het Comité van Ministers. In deze verklaring geeft de Regering die een nieuw Lid is te kennen dat zij dit Statuut aanvaardt en zij intekent op



het aantal deelnemingsbewijzen dat in overeenstemming met het College van Bewindvoerders vastgesteld is overeenkomstig artikel IV van het Statuut.

(b) Een Regering die geen Lid is van de Raad van Europa en aan wie het ingevolge het eerste lid, letter (e), van artikel IX toegestaan is tot het Fonds toe te treden, kan zulks doen door nederlegging bij de Secretaris-Generaal van de Raad van Europa, van een akte houdende dat zij dit Statuut aanvaardt, dat zij intekent op het aantal deelnemingsbewijzen dat in overeenstemming met het College van Bewindvoerders is vastgesteld, dat zij overeenkomstig artikel IV van dit Statuut alle nodige maatregelen heeft genomen om te verzekeren dat zij aan alle verplichtingen voortvloeiend uit het Statuut kan voldoen en dat zij heeft voldaan aan alle door het College van Bewindvoerders vastgestelde toelatingsvoorwaarden.

(c) De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa stelt de President en alle Leden van het Fonds in kennis van de ontvangst van elke verklaring van toetreding door een nieuw Lid en van de nederlegging van iedere akte van toetreding verricht met toepassing van de voorgaande paragrafen.

#### Vierde lid – Interpretatie van dit Statuut

Op verzoek van een Lid kan elk besluit van de Raad van Bestuur over de interpretatie van dit Statuut naar het College van Bewindvoerders worden verwezen; het besluit van het College van Bewindvoerders is bindend. Tot het tijdstip waarop het College van Bewindvoerders een besluit heeft genomen, kan het Fonds, voor zover het dit nodig acht, handelen op basis van het besluit van de Raad van Bestuur.

#### Vijfde lid – Gewaarmerkt afschrift

De Secretaris-Generaal van de Raad van Europa zendt ieder Lid van de Raad en iedere Regering die geen Lid is van de Raad en die tot het Fonds is toegetreden, een gewaarmerkt afschrift van dit Statuut.

---

## BIJLAGE

Schaal van bijdragen aan het „Vestigingsfonds van de Raad van Europa“  
op basis van 10.000.000 dollars

	Verdelings- percentage	Aantal deel- nemingsbewij- zen ad \$ 1000	Wisselkoers (1.1.55)	Bijdragen in nationale munteenheden
België . . . . .	3,3	330	0.02	15,500,000
Denemarken . . . . .	1,8	180	0.1448	1,243,090
Bondsrepubliek Duitsland . . . . .	18,4	1 840	0.2381	7,727,840
Frankrijk . . . . .	18,4	1 840	0.002 857	644,032,200
Griekenland . . . . .	3,3	330	0.033 33	9,900,990
Ierland . . . . .	1,2	120	2.80	42,850
Italië . . . . .	18,4	1 840	0.0016	1,150,000,000
Luxemburg . . . . .	0,2	20	0.02	1,000,000
Nederland . . . . .	4,0	400	0.263.2	1,519,750
Noorwegen . . . . .	1,4	140	0.14	1,000,000
Saar . . . . .	0,4	40	0.002 857	1,400,070
Turkije . . . . .	7,8	780	0.3571	2,184,260
IJsland . . . . .	0,2	20	0.614	325,730
Verenigd Koninkrijk . .	18,4	1.840	2.80	657,140
Zweden . . . . .	2,8	280	0.1933	1,448,520
<i>Totaal</i> . . . . .	100,0	10.000		

Het verdelingspercentage is hetzelfde als dat wat geldt voor de bijdragen aan de begroting van de Raad van Europa.

D. PARLEMENT

Het Statuut behoeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, tweede lid, van de Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal alvorens tot toetreding kan worden overgegaan.

E. BEKRACHTIGING

Op grond van de goedkeuring van de in rubriek J hieronder afgedrukte resolutie (56) 9 waarbij de tekst van het onderhavige Statuut werd aangenomen zijn de volgende Lid-Staten van de Raad van Europa aan het Statuut gebonden vanaf 16 april 1956:

België  
de Bondsrepubliek Duitsland  
Frankrijk  
Griekenland  
Italië  
Luxemburg  
Turkije  
IJsland

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel XV, derde afdeling, van het Statuut hebben de volgende Staten een verklaring van toetreding nedergelegd bij het Comité van Ministers van de Raad van Europa:

Cyprus . . . . .	18 oktober	1962
Malta . . . . .	1 maart	1973
Vaticaanstad . . . . .	4 september	1973
Zwitserland . . . . .	1 januari	1974
Liechtenstein . . . . .	1 januari	1976
Portugal . . . . .	1 augustus	1976
Zweden . . . . .	1 juli	1977
Spanje . . . . .	1 januari	1978

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Statuten zijn voor de in de rubrieken E en F genoemde Staten op de aldaar vermelde data van kracht geworden.

J. GEGEVENS

Het onderhavige Statuut is aangenomen bij Resolutie (56) 9 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa.

De Engelse tekst van die Resolutie luidt als volgt:

## RESOLUTION (56) 9

concerning adoption of the Articles of Agreement of the Council of Europe Resettlement Fund for National Refugees and Over-population in Europe

(adopted on 16th April, 1956)

The Committee of Ministers,

Having regard to Resolution (55) 34 of 13th December, 1955, approving the establishment of a Council of Europe Resettlement Fund on the basis of a partial agreement;

Having regard to Resolutions (51) 29 of 3rd May, 1951, and (51) 62 of 2nd August, 1951, concerning partial agreements,

Resolves to adopt the Articles of Agreement of the Council of Europe Resettlement Fund appended to the present Resolution, it being understood:

(a) that the Resolution is considered to have been adopted only by those representatives who voted in its favour<sup>1)</sup>, and that its application is restricted accordingly;

(b) that any additional expenditure incurred by the Council of Europe in respect of the drafting of the Articles of Agreement and the operation of the Resettlement Fund shall be borne exclusively by the Member States whose representatives have voted in favour of this Resolution.

---

<sup>1)</sup> The following member States approved this Resolution: Belgium - France - Federal Republic of Germany - Greece - Iceland - Italy - Luxembourg - Turkey.

---

Van het op 5 mei 1949 te Londen totstandgekomen Statuut van de Raad van Europa zijn tekst en vertaling, zoals deze luiden tot en met de tiende wijziging, geplaatst in *Trb.* 1975, 70; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1978, 44.

Op 6 maart 1959 is te Straatsburg totstandgekomen een Derde Protocol bij het Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa, waarvan het onderhavige Statuut een integreerend deel uitmaakt blijkens artikel 1 van genoemd Protocol. Tekst en vertaling van het Protocol zijn geplaatst in *Trb.* 1978, 75.

De functie van Bijzondere Vertegenwoordiger, welke onder meer in artikel X van het onderhavige Statuut wordt genoemd, is ingesteld bij Resolutie (56) 8 van het Comité van Ministers van de Raad van Europa d.d. 16 april 1956. De Engelse tekst van de Resolutie luidt als volgt:

**RESOLUTION (56) 8**

**defining the functions of the Council of Europe Special Representative for National Refugees and Over-population in Europe**

*(adopted on 16th April, 1956)*

The Committee of Ministers:

Having regard to Resolution (55) 34 of 13th December, 1955, extending for an indefinite period the mandate of the Council of Europe Special Representative for national refugees and over-population,

Resolves to adopt the following regulations governing the functions of the Special Representative:

Article I

The Council of Europe Special Representative for National Refugees and Over-population in Europe shall take steps to encourage the Governments and competent organisations, whether individually or by concerted action, to adopt measures for the solution of problems of national refugees and of over-population with which European countries are, or may be, faced.

The Special Representative is thus more particularly instructed:

1. to bring a political stimulus to bear in the search for a solution to these problems and to awaken public consciousness of their importance;
2. to harmonise and disseminate information on the experience gained by countries confronted with the same problems, notably with regard to economic expansion, full employment and social stability;
3. to encourage the Governments to co-ordinate more effectively their policy in regard to refugees and over-population, and, if need be, to carry it out in the various international organisations, with due regard for the special situation of certain countries;
4. to assist, at the request of Governments, in working out integration programmes to be carried out within the economic framework of the country of residence or by means of migration both within and outside Europe;
5. to consult, as may be necessary, the competent international organisations, both intergovernmental and non-governmental, possessing consultative status with the Council of Europe, paying due heed, in order to avoid duplication, to the work already being done by these organisations;

6. to facilitate the political and moral support of the Council of Europe for the activities of the specialised organisations.

#### Article II

In order to aid the Special Representative in the accomplishment of his mission, and to co-ordinate his work as defined in Article I with that of the other international organisations in accordance with paragraph (i) of Resolution (55) 34, the Special Representative shall be assisted by an Advisory Committee comprising:

1. a senior official specialising in the field of refugees and over-population from each member country of the Council of Europe wishing to be represented;

2. one observer from each of the international and intergovernmental organisations concerned invited by the Special Representative.

The Committee may put forward suggestions for new projects.

The Council of Europe Special Representative shall be *ex officio* Chairman of this Committee.

#### Article III

The Committee shall meet when convened by its Chairman through the medium of the Division of Refugees and Over-population of the Council of Europe which provides the secretariat of the Special Representative.

#### Article IV

The Special Representative shall present to the two organs of the Council of Europe an annual report on his activities.

---

Voorts heeft genoemd Comité van Ministers nog de volgende Resolutie aangenomen:

#### RESOLUTION (56) 10

**concerning recourse to courts of law in the event of legal action against the Council of Europe Resettlement Fund for National Refugees and Over-population in Europe**

The Committee of Ministers,

Having regard to Resolution (55) 34 approving the establishment of a Council of Europe Resettlement Fund,

Having regard to Resolution (56) 9 adopting the regulations of this Fund on the basis of a partial agreement;

Having noted the said Articles of Agreement;

Having regard to Article 3 of the General Agreement on Privileges and Immunities of the Council of Europe;

Considering that creditors of the Resettlement Fund must have means of legal redress,

Declares that it is prepared to waive the immunity of the Council of Europe from legal process if an action is brought against the Council in consequence of a dispute over the interpretation or execution of the terms of a lease or any other contractual obligation arising out of a contract concluded between the applicant and the Council in connection with the Resettlement Fund and within the limits of the liability of that Fund, it being understood that claims arising from a Court judgement, or from any contract, shall be made exclusively from the Fund's resources, or by Member States participating in the Fund,

Decides that, in the circumstances mentioned in the previous paragraph, and in any country where the laws require such representation, the Council of Europe shall be represented in law by the Governor of the Resettlement Fund.

---

Van het op 2 september 1949 te Parijs totstandgekomen Algemeen Verdrag nopens de voorrechten en immuniteiten van de Raad van Europa, naar welk Verdrag wordt verwezen in de hierboven afgedrukte Resolutie (56) 10, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1951, 19; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1966, 110.

Uitgegeven de tweeëntwintigste juni 1978.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*  
C. A. VAN DER KLAUW.